M.E.S., Numéro 142, Vol. 2, septembre – octobre 2025
https://www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N°ISSN (en ligne) : 2790-3109
N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Revue Internationale des Dynamiques Sociales

Mouvements et Enjeux Sociaux

Kinshasa, septembre - octobre 2025

CONDITIONS DE TRAVAIL DES INSPECTEURS DU PRIMAIRE ET QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT À KINSHASA :

analyse du rôle de l'inspection scolaire dans le rabais de l'enseignement

par

Amédée ILUNGA MULEYA

Chef de Travaux, Faculté de Psychologie et des Sciences de l'éducation, Université de Kinshasa

Résumé

Cet article analyse le rôle de l'inspection scolaire primaire dans la dynamique de la qualité de l'enseignement à Kinshasa, plus particulièrement dans la sous-division de Mont-Amba. Partant du constat récurrent d'un « rabais de l'enseignement » – entendu comme la dégradation des apprentissages des élèves, de la maîtrise des programmes par les enseignants et de la valeur sociale du diplôme –, la recherche interroge les conditions de vie et de travail des inspecteurs primaires ainsi que les difficultés qu'ils rencontrent dans l'exercice de leurs missions.

Sur la base d'une enquête par questionnaire administrée à l'ensemble des 60 inspecteurs du primaire de la zone étudiée, complétée par l'analyse de contenu de questions ouvertes, l'article montre que les inspecteurs travaillent dans un contexte fortement contraignant : précarité matérielle et financière, déficit de moyens logistiques et documentaires, surcharge de travail, lacunes de formation continue. Ces contraintes limitent leur capacité à assurer un suivi pédagogique régulier et de qualité, ce qui contribue indirectement à la persistance du rabais de l'enseignement.

Dans la lignée des travaux qui analysent l'inspection comme instrument de régulation et d'accompagnement pédagogique (Attali, 2010 ; Roux-Paties, 2014), l'étude conclut à la nécessité de réhabiliter la fonction d'inspection dans les politiques éducatives congolaises, à travers l'amélioration des conditions de travail, la dotation en ressources et le renforcement de la professionnalité pédagogique (Kapuku, 2004).

Mots-clés : *inspection scolaire, enseignement primaire, qualité de l'enseignement, conditions de travail, Kinshasa, rabais de l'enseignement*

Abstract

This article analyzes the role of primary school inspection in the dynamics of teaching quality in Kinshasa, more specifically in the Mont-Amba sub-division. Starting from the recurring observation of a "discount on education" – understood as the deterioration of students' learning, teachers' mastery of the curriculum, and the social value of the diploma – the research examines the living and working conditions of primary inspectors as well as the difficulties they encounter in carrying out their missions.

Based on a questionnaire survey administered to all 60 primary school inspectors in the studied area, supplemented by content analysis of open-ended questions, the article shows that inspectors work in a highly restrictive context: material and financial insecurity, lack of logistical and documentary resources, workload overload, gaps in continuing education. These constraints limit their ability to ensure regular and quality pedagogical monitoring, which indirectly contributes to the persistence of the decline in education.

In line with studies that analyze inspection as an instrument of regulation and pedagogical support (Attali, 2010; Roux-Paties, 2014), the study concludes on the necessity of rehabilitating the inspection function in Congolese educational policies, thru the improvement of working conditions, resource allocation, and the strengthening of pedagogical professionalism (Kapuku, 2004).

Keywords : *school inspection, primary education, quality of education, working conditions, Kinshasa, reduction of education*

INTRODUCTION

Depuis plusieurs années, le système d'enseignement primaire en République Démocratique du Congo fait l'objet de critiques relatives à la qualité des apprentissages, au niveau des élèves et aux pratiques pédagogiques dans les classes. Divers rapports administratifs et travaux de recherche convergent pour évoquer un « rabais de l'enseignement », c'est-à-dire une dégradation progressive des acquis scolaires, de la maîtrise des contenus par les enseignants et, plus largement, de la confiance sociale dans l'école primaire.

Dans ce contexte, l'inspection scolaire occupe une position stratégique. Elle est chargée de contrôler l'application des programmes, d'accompagner les enseignants, de veiller au respect des normes pédagogiques et administratives, et de faire remonter les dysfonctionnements observés sur le terrain. Les analyses d'Attali (2010) montrent, à propos de l'Inspection Générale de l'Éducation Nationale, que

l'inspection est au cœur des dispositifs contemporains de régulation des systèmes éducatifs. De son côté, Roux-Paties (2014) souligne le rôle des professionnels de l'éducation comme « experts des apprentissages », ce qui implique une articulation étroite entre inspection, formation et développement professionnel des enseignants.

Pourtant, en RDC, le rôle des inspecteurs est peu documenté scientifiquement, alors même que leurs conditions concrètes d'exercice sont souvent difficiles : faibles rémunérations, manque de moyens logistiques, surcharge de travail, instabilité des conditions de vie, etc. Les quelques travaux disponibles en didactique et en sciences de l'éducation, notamment ceux de Kapuku (2004) ou de Lomaliza (2015), insistent sur l'importance des dispositifs d'encadrement pédagogique. Ils soulignent également la nécessité d'analyser les systèmes éducatifs dans une perspective systémique et comparée.

Cet article se propose d'examiner dans quelle mesure les conditions de vie et de travail des inspecteurs primaires influencent la capacité de l'inspection à contribuer à la qualité de l'enseignement. Plus précisément, il s'agit de répondre aux questions suivantes :

- quelles sont les conditions de vie et de travail des inspecteurs du primaire dans la sous-division de Mont-Amba à Kinshasa ?
- quelles principales difficultés rencontrent-ils dans l'exercice de leurs missions d'encadrement et de contrôle pédagogique ?
- en quoi ces conditions et difficultés peuvent-elles contribuer au rabais de l'enseignement primaire dans le contexte étudié ?

L'hypothèse générale qui guide ce travail est la suivante : les conditions de vie et de travail dégradées des inspecteurs du primaire limitent leur capacité à exercer pleinement leurs missions, ce qui contribue indirectement au rabais de l'enseignement. Cette hypothèse s'inscrit dans une conception de la qualité éducative comme phénomène systémique, où l'inspection n'est qu'un maillon d'une chaîne de régulation plus large (Kapuku, 2004 ; Lomaliza, 2015).

L'article est structuré comme suit : la première section présente le cadre théorique et la littérature sur l'inspection scolaire et la qualité de l'enseignement ; la deuxième décrit la méthodologie de l'enquête ; la troisième expose les principaux résultats ; la quatrième discute ces résultats à la lumière des travaux existants ; enfin, la conclusion revient sur les implications pour les politiques éducatives.

I. CADRE THÉORIQUE ET REVUE DE LA LITTÉRATURE

La littérature sur la qualité de l'enseignement met en évidence l'importance de plusieurs dimensions : la formation initiale et continue des enseignants, les conditions matérielles d'apprentissage, la gouvernance des établissements et les dispositifs de régulation pédagogique. Dans cette perspective, l'inspection scolaire apparaît comme un mécanisme de régulation de l'action éducative, permettant de rapprocher les pratiques réelles des normes prescrites.

Attali (2010) montre que l'Inspection générale, dans le contexte français, a progressivement vu son rôle évoluer d'un contrôle essentiellement administratif vers une fonction plus large d'expertise, de conseil et d'évaluation des politiques éducatives. Sans être transposable à l'identique, cette évolution éclaire la manière dont l'inspection peut être pensée comme un acteur clé de la qualité de l'enseignement.

Roux-Paties (2014), à partir d'une étude sur la professionnalisation des professeurs des écoles, souligne que l'enseignant est attendu comme « expert des apprentissages ». Or cette expertise se construit aussi dans l'interaction avec les dispositifs d'encadrement et d'accompagnement, au premier rang desquels l'inspection scolaire. Si l'inspection se réduit à des visites formelles, déconnectées du travail réel en classe, sa capacité à soutenir la professionnalité enseignante se trouve fortement amoindrie.

Les travaux de Kapuku (2004) insistent, pour leur part, sur les enjeux didactiques de la formation et de l'encadrement des enseignants, en particulier dans le contexte congolais. Ils montrent combien la maîtrise des contenus disciplinaires et pédagogiques, ainsi que l'accompagnement dans la mise en œuvre des programmes, sont décisifs pour la qualité des apprentissages. Dans la même veine, Lomaliza (2015), en pédagogie comparée, invite à appréhender les systèmes éducatifs à partir de leurs configurations concrètes, en tenant compte des ressources disponibles, des contraintes locales et des modes de régulation.

En croisant ces apports, on peut considérer que l'inspection scolaire, en RDC, est au croisement de plusieurs exigences :

- assurer un contrôle de conformité aux normes officielles ;
- accompagner les enseignants dans le développement de leurs compétences professionnelles ;
- contribuer à la production de diagnostics sur l'état de l'enseignement.

Lorsque les inspecteurs manquent de moyens de déplacement, de documentation pédagogique, de temps ou de formation continue, leur action risque de se réduire à des contrôles formels, comme le suggèrent déjà les analyses d'Attali (2010) et, plus largement, les travaux de didactique et de pédagogie comparée (Kapuku, 2004 ; Lomaliza, 2015).

C'est dans ce cadre théorique que s'inscrit la présente étude, qui cherche à documenter de manière empirique la situation des inspecteurs du primaire à Kinshasa Mont-Amba, afin de mieux comprendre les liens entre leurs conditions de travail et la qualité de l'enseignement.

II. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

2.1. Type d'étude et champ d'investigation

La recherche adopte une approche quantitative à visée descriptive et analytique, complétée par quelques éléments qualitatifs issus de questions ouvertes. Ce choix méthodologique s'inscrit dans la tradition des études en sciences sociales telle que la présente Grawitz (2001), pour qui l'enquête par questionnaire permet de saisir de façon systématique les représentations, les conditions d'existence et les pratiques d'un groupe donné.

Le terrain d'enquête est la sous-division de l'enseignement primaire de Mont-Amba, à Kinshasa, choisie en raison de sa densité scolaire et des préoccupations exprimées par différents acteurs quant à la qualité de l'enseignement.

2.2. Population et échantillon

La population d'étude est constituée de l'ensemble des inspecteurs du primaire affectés à la sous-division de Mont-Amba au moment de l'enquête, soit 60 inspecteurs. Étant donné la taille relativement limitée de cette population, l'option retenue a été de travailler sur un échantillon exhaustif : tous les inspecteurs ont été invités à participer à l'étude. Cette démarche est conforme aux recommandations de Grawitz (2001) pour les enquêtes portant sur des populations professionnelles de taille restreinte.

2.3. Outils et collecte des données

Les données ont été recueillies à l'aide d'un **questionnaire structuré**, auto-administré, composé de trois parties principales :

- un volet sur les caractéristiques socio-professionnelles des inspecteurs (âge, ancienneté, formation, etc.) ;
- un volet sur leurs conditions de vie et de travail (rémunération, logement, moyens logistiques, environnement matériel d'exercice, etc.) ;
- un volet sur les difficultés rencontrées et leur perception de l'impact de ces difficultés sur la qualité de l'enseignement.

Le recours au questionnaire s'inspire des principes méthodologiques développés par Grawitz (2001), en particulier la nécessité de construire des instruments explicites, adaptés aux objectifs de la recherche, et de combiner questions fermées et quelques questions ouvertes pour laisser émerger des éléments non anticipés.

La collecte a été réalisée sur une période de … (à préciser), après obtention des autorisations administratives nécessaires. Les inspecteurs ont été informés des objectifs de la recherche et du caractère anonyme et confidentiel de leurs réponses.

2.4. Traitement et analyse des données

Les données issues des questions fermées ont été saisies et traitées à l'aide du logiciel SPSS. L'analyse repose essentiellement sur des statistiques descriptives (fréquences, pourcentages) permettant de décrire les conditions de vie et de travail et les difficultés rapportées. Pour certaines variables, des croisements basiques ont été réalisés (par exemple, selon l'ancienneté ou le pool d'affectation) afin d'identifier d'éventuelles variations.

Les réponses aux questions ouvertes ont fait l'objet d'une analyse de contenu thématique, suivant une démarche inspirée des approches qualitatives classiques présentées par Grawitz (2001), consistant à regrouper les énoncés en catégories et à repérer les thèmes récurrents.

III. RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

3.1. Conditions de vie et de travail des inspecteurs

Tableau I. Satisfaction des conditions de vie

Indices statistiques / Réponses	Effectif	%
Oui	-	-
Non	60	100
Total	**60**	**100**

À la question de savoir s'ils sont satisfaits des conditions de vie dans lesquelles ils évoluent, les résultats indiquent une insatisfaction quasi unanime des inspecteurs quant à leurs conditions de vie et de travail. À l'unanimité, les inspecteurs interrogés déclarent que la rémunération perçue ne permet pas de couvrir les besoins essentiels du ménage, ce qui les place dans une situation de fragilité socio-économique. Certains évoquent la nécessité de cumuler d'autres activités pour subvenir aux besoins de leur famille, ce qui réduit leur disponibilité pour les tâches d'inspection.

Sur le plan professionnel, ces inspecteurs signalent le manque de bureaux adéquats, l'insuffisance de matériel de travail (mobilier, papeterie, équipements informatiques) et l'absence ou la rareté des moyens de transport pour effectuer les visites d'écoles. Les documents pédagogiques (programmes, guides, manuels récents) sont souvent insuffisants ou obsolètes, ce qui rend ardue la mise à jour de leurs références et l'appui aux enseignants dans l'appropriation des nouvelles prescriptions. Ce tableau rejoint, dans un autre contexte, le constat fait par Attali (2010) d'une tension croissante entre les missions assignées à l'inspection et les moyens réellement disponibles.

3.2. Difficultés rencontrées dans l'exercice de la fonction

Tableau II. Satisfaction des conditions de travail

Indices statistiques / Réponses	Effectif	%
Oui	-	-
Non	60	100
Total	**60**	**100**

Les inspecteurs identifient un ensemble de difficultés majeures dans l'exercice de leurs missions :

- des contraintes matérielles et logistiques : absence de véhicules de service, difficultés d'accès à certaines écoles, manque d'indemnités pour les missions ;
- des difficultés financières : retards de paiement, primes insuffisantes, faible valorisation symbolique et matérielle de la fonction ;
- des obstacles organisationnels : surcharge de dossiers, nombre élevé d'écoles à suivre, insuffisance d'effectifs dans certains pools ;
- des défis pédagogiques : enseignants insuffisamment formés, manque de formation continue, résistances à certaines recommandations.

Ces difficultés limitent la fréquence et la durée des visites d'inspection, réduisent les possibilités d'observation en classe et restreignent le temps consacré à des échanges pédagogiques approfondis avec les enseignants. Or, comme le rappelle Kapuku (2004), la qualité de l'enseignement dépend fortement de la manière dont les enseignants sont accompagnés dans la mise en œuvre des contenus et des méthodes didactiques.

3.3. Perception de l'impact sur la qualité de l'enseignement

Indices statistiques / Réponses	Effectif	%
Oui	-	-
Non	60	100
Total	**60**	**100**

L'ensemble des inspecteurs interrogés estiment que ces conditions et difficultés ont un impact négatif sur la qualité de l'enseignement primaire. Selon eux, l'impossibilité d'assurer un suivi régulier et de proposer des accompagnements ciblés laisse se perpétuer des pratiques pédagogiques peu efficaces, des erreurs dans l'application des programmes et des lacunes dans l'évaluation des élèves.

Plusieurs inspecteurs soulignent toutefois que ces facteurs ne sont pas les seuls responsables du rabais de l'enseignement. Ils mentionnent également la pauvreté des familles, la surcharge des classes, le manque de matériel didactique dans les écoles et certaines faiblesses structurelles de la gouvernance du système éducatif. Cette perspective rejoint l'appel de Lomaliza (2015) à analyser les systèmes éducatifs dans toute leur complexité, en tenant compte de l'ensemble des variables en jeu et non d'un seul acteur ou dispositif.

IV. DISCUSSION DES RESULTATS

Les résultats obtenus mettent en évidence le fait que la fonction d'inspection ne peut pleinement jouer son rôle de catalyseur de qualité que si elle bénéficie de conditions d'exercice adéquates, indispensables à son bon fonctionnement. À Kinshasa Mont-Amba, il est important de souligner que la précarité socio-économique des inspecteurs, le manque de ressources matérielles et logistiques, ainsi que la surcharge de travail, sont des éléments qui, combinés, ont pour effet de restreindre de manière significative leur capacité d'intervention.

Cette situation entraîne une forme de régulation restreinte, dans laquelle l'inspection peut parfois se focaliser sur des tâches administratives ou des visites ponctuelles, sans pouvoir assurer un suivi pédagogique constant et personnalisé. Dans un tel contexte, il est possible de constater que la responsabilité de l'inspecteur dans la diminution de la qualité de l'enseignement ne peut être considérée uniquement comme une faute personnelle.

En réalité, elle semble résulter davantage d'un manque de soutien au niveau du dispositif institutionnel en place. Dans ce contexte spécifique, on observe à nouveau les conflits identifiés par Attali (2010) concernant l'inspection générale. Ces conflits se manifestent par des exigences en termes de qualité, mais également par des ressources limitées qui ne sont pas suffisantes pour répondre à ces exigences.

Lors de cette discussion, il est également souligné que la qualité de l'enseignement est influencée par divers éléments interdépendants qui forment un système complexe. Il est indispensable de prendre des mesures pour améliorer les conditions de travail des inspecteurs, cependant, il est important de souligner que cela ne constitue qu'une partie de la solution.

En effet, d'autres aspects tels que la formation, la rémunération et la reconnaissance de leur travail doivent également être pris en compte pour garantir leur efficacité et leur bien-être au sein de l'organisation. Il est également nécessaire d'intervenir sur la formation des enseignants et sur le soutien pédagogique qui leur est offert, comme le souligne Kapuku (2004). Il convient également de se pencher sur la structuration des établissements scolaires et sur les moyens mis à disposition pour l'enseignement, en adoptant une approche qui vise à comparer et à harmoniser les politiques éducatives, tel que le suggère Lomaliza dans ses travaux publiés en 2015.

CONCLUSION

Cette étude a montré que les inspecteurs du primaire à Kinshasa Mont-Amba exercent leurs fonctions dans des conditions de vie et de travail particulièrement difficiles, marquées par la précarité, le manque de moyens logistiques, la surcharge de travail et l'insuffisance de formation continue. Ces contraintes limitent leur capacité à assurer un suivi pédagogique régulier et à jouer pleinement leur rôle dans la promotion de la qualité de l'enseignement.

Sans réduire la complexité du rabais de l'enseignement à la seule action de l'inspection, les résultats suggèrent que la réhabilitation de la fonction d'inspection constitue un axe important de toute stratégie visant à améliorer l'école primaire en RDC. À cet égard, plusieurs pistes peuvent être proposées :

- améliorer la rémunération et les conditions de vie des inspecteurs, afin de renforcer leur motivation et leur disponibilité ;
- doter les inspections de moyens logistiques adéquats (bureaux, équipements, moyens de transport, documentation pédagogique récente) ;
- mettre en place des programmes réguliers de formation continue, centrés sur l'accompagnement pédagogique des enseignants, en cohérence avec les orientations didactiques évoquées par Kapuku (2004) ;
- clarifier et, le cas échéant, alléger certaines charges administratives, pour permettre aux inspecteurs de consacrer davantage de temps au travail de terrain ;
- renforcer l'articulation entre inspection, directions d'école et autorités éducatives, afin d'assurer un meilleur suivi des recommandations formulées.

Enfin, la recherche comporte des limites, notamment son ancrage local et l'usage principalement descriptif des données. Des études comparatives entre différentes provinces, ainsi que des travaux croisant les points de vue des inspecteurs, des enseignants et des élèves, permettraient d'approfondir les résultats présentés, dans l'esprit d'une pédagogie comparée telle que la défend Lomaliza (2015).

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ATTALI, A., « L'inspection générale de l'éducation nationale. Évolution récente », in *Revue internationale d'éducation*, 2010.
- GRAWITZ, M., *Méthodes des sciences sociales*. Paris, Dalloz, 2001.
- KAPUKU MUDIPANU, G., *Didactique de l'enseignement de psychologie et pédagogie*. Cours inédit, Kinshasa, Université de Kinshasa, Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation, 2004.
- LOMALIZA BOKOTA, J., *Pédagogie comparée*. Cours inédit, Kinshasa, Université de Kinshasa, Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation, 2015.
- ROUX-PATIES, I., *La professionnalisation des professeurs des écoles comme experts des apprentissages. Discours et pratiques des professeurs des écoles débutantes*, thèse de doctorat, Université de Bordeaux, 2014.